

Participation sportive au Canada

SONDAGE INDICATEUR DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ET SPORTIVE DE 2011-2012



Participation gouvernementale au sport

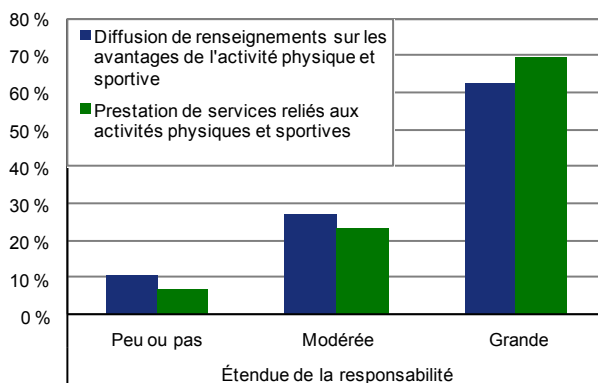
Les politiques, les stratégies et les programmes gouvernementaux peuvent influencer le niveau d'activités physiques et sportives des Canadiens et Canadiennes par l'entremise, des infrastructures ou des règlements en vigueur. Dans le cadre du Sondage indicateur de l'activité physique et sportive de 2011-2012, nous avons demandé aux Canadiens et Canadiennes leur opinion du rôle et des responsabilités des gouvernements en matière de sport. Nous présentons nos constatations dans le présent bulletin.

Responsabilité en matière de renseignements et de services sportifs

De nombreux Canadiens et Canadiennes estimaient que la diffusion de renseignements et la prestation de services en matière de santé, d'activité physique et de sport constituaient des responsabilités clés des gouvernements. La majorité des gens (70 p. 100) ont indiqué que les gouvernements avaient une *grande responsabilité* à cet égard, alors que seuls 7 p. 100 pensaient que les gouvernements avaient *peu ou pas de responsabilités* en la matière.

FIGURE 1

Responsabilité des gouvernements dans la diffusion de renseignements et la prestation de services



Sondage indicateur de l'activité physique et sportive de 2011-2012, ICRCP

De même, 62 p. 100 ont indiqué que les gouvernements avaient une *grande responsabilité* à l'égard de la diffusion de renseignements sur les avantages de l'activité physique et sportive, alors que seuls 11 p. 100 estimaient que les gouvernements avaient *peu ou pas de responsabilités* en la matière.

Comparativement à la moyenne nationale, les résidents du Québec étaient plus nombreux à affirmer que les gouvernements avaient une *grande responsabilité* à l'égard de la diffusion de renseignements sur les avantages de l'activité physique et sportive, alors que les résidents de la Saskatchewan et de l'Alberta étaient moins nombreux à être de cet avis.

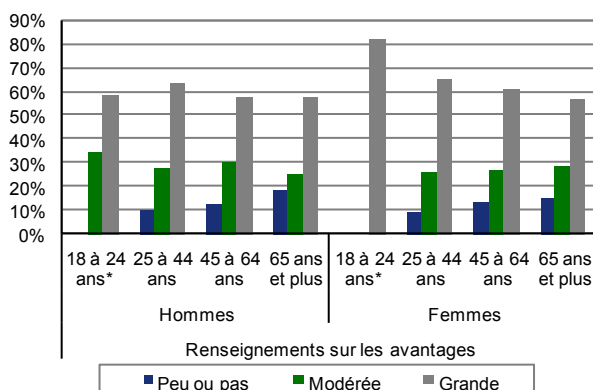
Bien que nous n'ayons constaté aucune différence d'opinion entre les hommes de divers groupes d'âge au sujet de la responsabilité de la diffusion de renseignements sur les avantages de l'activité physique et sportive, les femmes de 18 à 24 ans étaient plus nombreuses à penser que les gouvernements avaient une *grande responsabilité* en la matière que les femmes de 25 ans et plus et les hommes de 18 à 24 ans. Comparativement aux adultes de 18 à 64 ans, ceux de 65 ans et plus étaient moins nombreux à indiquer que les gouvernements avaient une *grande responsabilité* à l'égard de l'offre de services, de programmes et d'installations reliés aux activités physiques et sportives. Entre les sexes, les hommes de 65 ans et plus étaient moins nombreux à être de cet avis comparativement aux hommes de 25 à 64 ans, alors que les femmes de 65 ans et plus étaient moins nombreuses à l'être comparativement aux femmes de 18 à 44 ans.

Les célibataires et les gens vivant seuls étaient moins nombreux à penser que les gouvernements avaient *peu ou pas de responsabilités* à l'égard de la diffusion de renseignements sur les avantages de l'activité physique et sportive, ou sur l'offre de services, de programmes et d'installations reliés aux activités physiques et sportives. Une plus forte proportion d'adultes ayant fait des études universitaires convenaient que les gouvernements devaient être responsables de la diffusion de renseignements sur les avantages de l'activité physique et sportive, comparativement aux adultes ayant fait des études secondaires.



FIGURE 2

Responsabilité du gouvernement pour l'information sportive, selon l'âge et sexe

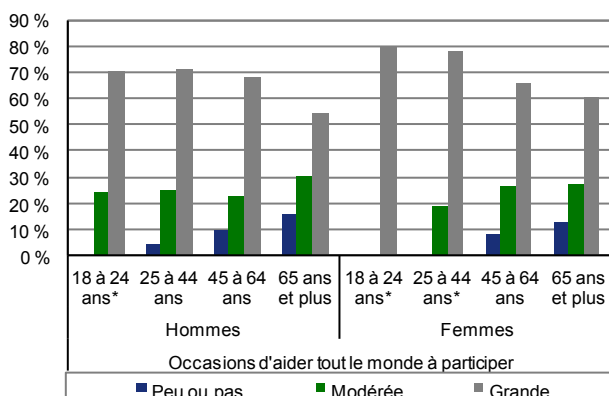


*Groupe non inclus en raison de la faiblesse de l'échantillon

Sondage indicateur de l'activité physique et sportive de 2011-2012, ICRCF

FIGURE 3

Responsabilité du gouvernement pour les services sportifs, selon l'âge et sexe



*Groupe non inclus en raison de la faiblesse de l'échantillon

Sondage indicateur de l'activité physique et sportive de 2011-2012, ICRCF

Comparativement à la moyenne nationale, une plus forte proportion de retraités estimaient que les gouvernements avaient *peu ou pas de responsabilités* à l'égard de la diffusion de renseignements sur les avantages de l'activité physique et sportive, ou sur l'offre de services, de programmes et d'installations reliés aux activités physiques et sportives.

Les adultes sportifs ou physiquement actifs étaient plus nombreux à penser que les gouvernements avaient une *grande responsabilité* à l'égard de l'offre de services, de programmes et d'installations reliés aux activités physiques et sportives, comparativement aux adultes non sportifs ou physiquement peu actifs.

Tendances

La proportion de Canadiens et Canadiennes qui estimaient que la diffusion de renseignements sur les avantages des activités physiques et sportives ainsi que sur l'offre de services, de programmes et d'installations reliés aux activités physiques et sportives était une responsabilité importante des gouvernements a diminué depuis 2006-2007.¹ Nous avons également constaté l'apparition de nouvelles relations depuis cette dernière étude, notamment les suivantes :

- De légères différences dans les relations selon l'âge, le sexe et l'état civil;
- De nouvelles relations en fonction de la région, du niveau de scolarité, de la situation professionnelle et du niveau d'activité physique.

Enfin, la relation avec la pratique de sports était encore présente.

Responsabilité des infrastructures sportives

La plupart des Canadiens et Canadiennes pensaient que les gouvernements étaient les principaux responsables des infrastructures sportives.

Voici une ventilation selon les infrastructures sportives visées :

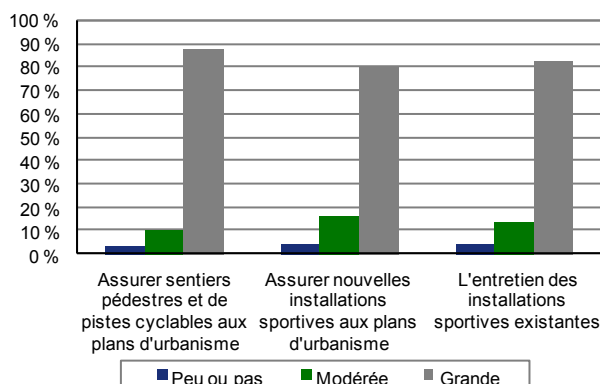
- Intégration de sentiers pédestres et de pistes cyclables aux plans d'urbanisme (87 p. 100 le souhaitaient; 3 p. 100 estimaient que les gouvernements avaient *peu ou pas de responsabilités* à cet égard);
- Entretien des installations sportives (83 p. 100 le souhaitaient; 4 p. 100 estimaient que les gouvernements avaient *peu ou pas de responsabilités* à cet égard);
- Intégration de nouvelles installations sportives aux plans d'urbanisme (79 p. 100 le souhaitaient; 4 p. 100 estimaient que les gouvernements avaient *peu ou pas de responsabilités* à cet égard).

Comparativement à la moyenne nationale, les résidents de Terre-Neuve-et-Labrador étaient plus nombreux à penser que les gouvernements étaient les principaux responsables de l'intégration de nouvelles installations sportives aux plans d'urbanisme.

Les femmes étaient plus nombreuses que les hommes à penser que les gouvernements étaient les principaux responsables de l'intégration de sentiers pédestres et de pistes cyclables aux plans d'urbanisme. Les adultes de 25 à 44 ans étaient plus nombreux à penser que les gouvernements étaient les principaux responsables de l'intégration de nouvelles installations sportives aux plans d'urbanisme ainsi que de l'entretien des infrastructures sportives, comparativement aux adultes de plus de 45 ans. De même, les adultes de 25 à 44 ans étaient plus nombreux que ceux de 65 ans et plus à penser que les gouvernements étaient les principaux responsables de l'intégration de sentiers pédestres et de pistes cyclables aux plans d'urbanisme.

FIGURE 4

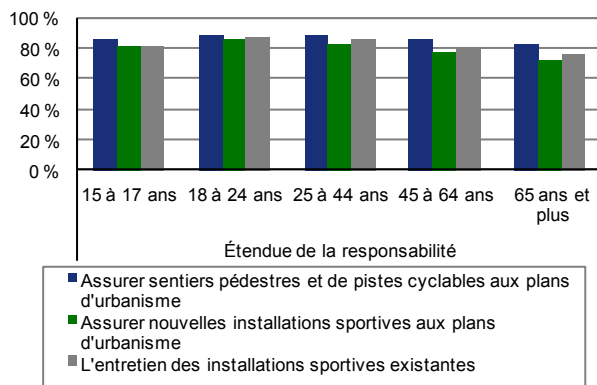
Responsabilité du gouvernement pour les infrastructures sportives



Sondage indicateur de l'activité physique et sportive de 2011-2012, ICRC

FIGURE 5

Responsabilité du gouvernement pour les infrastructures sportives, selon l'âge



Sondage indicateur de l'activité physique et sportive de 2011-2012, ICRC

Les adultes veufs, divorcés ou séparés étaient plus nombreux que les célibataires ou les gens vivant seuls à penser que les gouvernements avaient peu ou pas de responsabilités à l'égard de l'intégration de nouvelles installations sportives aux plans d'urbanisme.

Les adultes ayant fait des études universitaires étaient plus nombreux que ceux ayant un niveau de scolarité inférieur à penser que les gouvernements avaient une *grande responsabilité* à l'égard de l'intégration de sentiers pédestres et de pistes cyclables ainsi que de l'intégration de nouvelles infrastructures sportives aux plans d'urbanisme. De plus, les adultes aux revenus familiaux les plus élevés étaient plus nombreux à penser que les gouvernements avaient une *grande responsabilité* à l'égard de l'intégration de sentiers pédestres et de pistes cyclables aux plans d'urbanisme comparativement aux adultes dont les revenus familiaux étaient de 30 000 \$ à 39 999 \$.

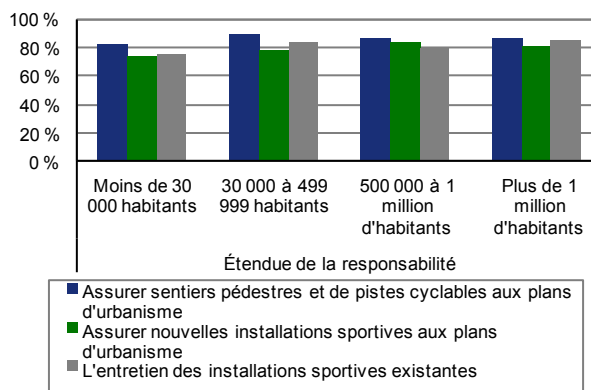
De plus, ils étaient plus nombreux que les adultes aux plus faibles revenus à penser que les gouvernements avaient une *grande responsabilité* à l'égard de l'entretien des installations sportives. Nous avons aussi constaté des différences d'opinion sur l'entretien des installations sportives en fonction des revenus familiaux, mais les relations ne sont pas suffisamment claires. Comparativement à la moyenne nationale, les retraités étaient moins nombreux à penser que les gouvernements étaient les principaux responsables de l'entretien des installations sportives et de l'intégration de nouvelles installations sportives aux plans d'urbanisme.

Nous avons également constaté des différences d'opinion en fonction de la taille de la collectivité. Comparativement à la moyenne nationale, les adultes des collectivités de moins de 30 000 habitants étaient moins nombreux à affirmer que les gouvernements avaient une *grande responsabilité* à l'égard de l'entretien des installations sportives.

Les résidents des collectivités de taille moyenne (de 30 000 à 499 999 habitants) étaient plus nombreux à affirmer que les gouvernements étaient les principaux responsables de l'intégration de sentiers pédestres et de pistes cyclables aux plans d'urbanisme que les résidents des plus petites collectivités. Une plus forte proportion d'adultes des collectivités les plus peuplées estimaient que les gouvernements avaient une *grande responsabilité* à l'égard de l'intégration de nouvelles installations sportives aux plans d'urbanisme comparativement aux résidents des petites collectivités. Enfin, les résidents de la banlieue étaient plus nombreux à être de cet avis que les résidents du centre-ville.

FIGURE 6

Responsabilité du gouvernement pour les infrastructures sportives, selon la taille de la communauté



Sondage indicateur de l'activité physique et sportive de 2011-2012, ICRC

Les adultes qui sont physiquement actifs étaient plus nombreux à penser que les gouvernements étaient les principaux responsables de l'entretien des installations sportives et de l'intégration de sentiers pédestres et de pistes cyclables, ainsi que des nouvelles installations sportives, aux plans d'urbanisme.

De même, les adultes sportifs étaient plus nombreux à penser que les gouvernements avaient une *grande responsabilité* à l'égard de l'entretien des installations sportives et de l'intégration de nouvelles installations sportives aux plans d'urbanisme.

Tendances

Nous n'avons pas constaté de changements dans la proportion de Canadiens et Canadiennes qui pensaient que les gouvernements étaient les principaux responsables des infrastructures sportives (selon le présent bulletin). Comparativement à la période d'étude de 2006-2007,¹ nous avons toutefois noté des différences dans certaines relations, que voici :

- Des différences régionales entre les deux périodes;
- De nouvelles relations selon les revenus familiaux, la situation professionnelle et le niveau d'activité physique.

Les relations en fonction du niveau de scolarité et de la pratique sportive étaient sensiblement les mêmes au cours des deux périodes étudiées.

Responsabilité des gouvernements en matière de crédits fiscaux pour le sport

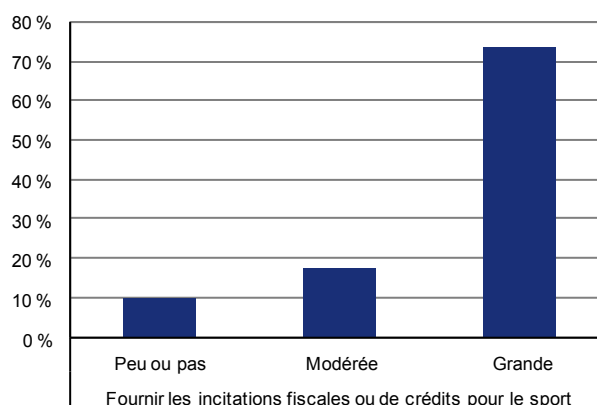
Près des trois quarts des Canadiens et Canadiennes (73 p. 100) pensaient que les gouvernements étaient les principaux responsables de l'offre de crédits fiscaux pour le sport. Les femmes étaient légèrement plus nombreuses que les hommes (77 p. 100 contre 70 p. 100) à être de cet avis. Les adultes de 65 ans et plus et les retraités étaient moins nombreux à être de cet avis et plus nombreux à penser que les gouvernements avaient *peu ou pas de responsabilités* en la matière. Les hommes de 25 à 64 ans étaient plus nombreux que ceux de 65 ans et plus à penser que les gouvernements avaient une *grande responsabilité* à l'égard de l'offre de crédits fiscaux pour le sport, tandis que chez les femmes, ce sont celles de 18 à 64 ans qui étaient plus nombreuses que celles de 65 ans et plus à être de cet avis.

Les adultes ayant fait des études collégiales étaient plus nombreux que ceux n'ayant pas dépassé le niveau secondaire à penser que les gouvernements étaient les principaux responsables des crédits fiscaux pour le sport. De même, les adultes aux revenus familiaux les plus élevés étaient plus nombreux à être de cet avis que les adultes aux revenus les moins élevés.

Bien que nous n'ayons constaté aucune différence appréciable d'opinion en fonction de la taille de la collectivité, les résidents de la banlieue étaient plus nombreux à penser que les gouvernements étaient les principaux responsables des crédits fiscaux comparativement aux résidents du centre-ville. Les adultes mariés ou vivant en union civile étaient plus nombreux à être de cet avis que les adultes veufs, divorcés ou séparés.

FIGURE 7

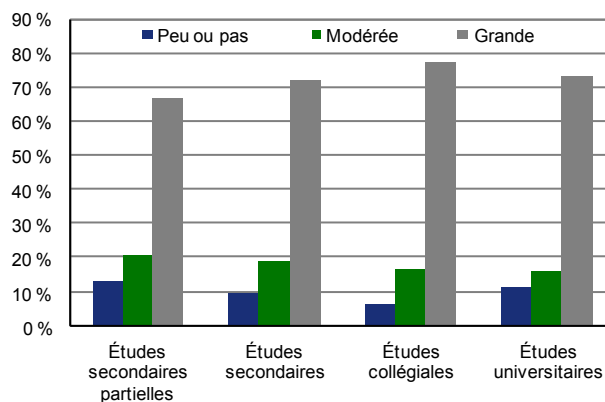
Responsabilité du gouvernement pour fournir des incitations fiscales de sport ou de crédits



Sondage indicateur de l'activité physique et sportive de 2011-2012, ICRCP

FIGURE 8

Responsabilité du gouvernement pour fournir des incitations fiscales de sport ou de crédits, selon le niveau de



Sondage indicateur de l'activité physique et sportive de 2011-2012, ICRCP

Tendances

Nous avons constaté une augmentation de la proportion d'adultes qui pensaient que les gouvernements étaient les principaux responsables des crédits fiscaux depuis 2006-2007.¹

De plus, nous avons constaté les changements suivants depuis 2006-2007¹ :

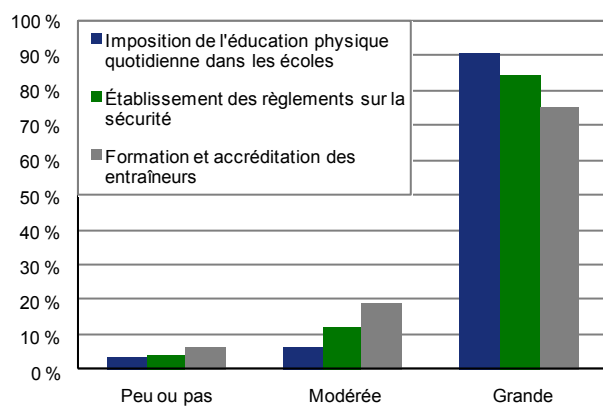
- L'apparition de nouvelles relations en fonction du sexe, de la situation professionnelle et des revenus familiaux;
- De légères modifications des relations en fonction du niveau de scolarité et de l'état civil.

Responsabilité à l'égard des politiques et des règlements

La majorité des Canadiens et Canadiennes (90 p. 100) pensaient que les gouvernements avaient une *grande responsabilité* à l'égard de l'imposition de l'éducation physique quotidienne dans les écoles et seuls 3 p. 100 pensaient que les gouvernements avaient *peu ou pas de responsabilités* en la matière. De même, 84 p. 100 des gens étaient d'avis que les gouvernements devaient avoir une *grande responsabilité* à l'égard des règlements sur la sécurité, dont le port obligatoire d'équipement de protection, tandis que seuls 4 p. 100 pensaient que les gouvernements avaient *peu ou pas de responsabilités* en la matière. Les trois quarts des Canadiens et Canadiennes (75 p. 100) estimaient que les gouvernements étaient les principaux responsables de la formation et de l'accréditation des entraîneurs et des autres dirigeants sportifs, alors que 6 p. 100 pensaient que les gouvernements avaient *peu ou pas de responsabilités* en la matière.

FIGURE 9

Responsabilité du gouvernement en matière de politique et de réglementation



Sondage indicateur de l'activité physique et sportive de 2011-2012, ICRC

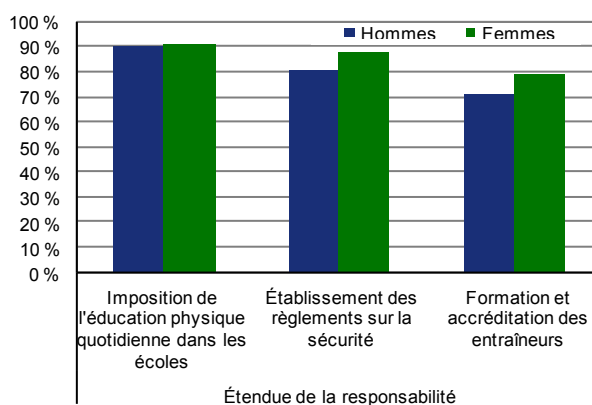
Comparativement à la moyenne nationale, les résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick étaient plus nombreux à penser que les gouvernements avaient une *grande responsabilité* à l'égard des règlements sur la sécurité dont le port obligatoire d'équipement de protection.

Les femmes étaient plus nombreuses que les hommes à penser que les gouvernements étaient les principaux responsables de la formation et de l'accréditation des entraîneurs et des autres dirigeants sportifs ainsi que des règlements sur la sécurité. Les adultes de 25 à 44 ans étaient plus nombreux à penser que les gouvernements étaient les principaux responsables des règlements sur la sécurité comparativement aux adolescents de 15 à 17 ans. Les hommes de 25 à 44 ans étaient plus nombreux que ceux de 65 ans et plus à penser que les gouvernements devaient avoir une grande responsabilité à l'égard de l'imposition de l'éducation physique quotidienne dans les écoles.

En règle générale, les adultes n'ayant pas terminé leurs études secondaires étaient moins nombreux que la moyenne à penser que les gouvernements avaient une *grande responsabilité* à l'égard de l'imposition de l'éducation physique quotidienne dans les écoles. Les adultes ayant des revenus familiaux plus élevés étaient plus nombreux à être de cet avis que ceux ayant des revenus plus faibles. Enfin, les adultes veufs, divorcés ou séparés étaient plus nombreux à penser que les gouvernements avaient *peu ou pas de responsabilités* envers l'imposition de l'éducation physique quotidienne dans les écoles, comparativement aux adultes mariés ou vivant en union civile.

FIGURE 10

Responsabilité du gouvernement en matière de politique et de réglementation, selon le sexe



Sondage indicateur de l'activité physique et sportive de 2011-2012, ICRC

Tendances

Nous n'avons pas constaté de changements significatifs dans la proportion de Canadiens et Canadiennes qui pensaient que les gouvernements étaient les principaux responsables des politiques et des règlements sur le sport (selon le présent bulletin). Comparativement à la période 2006-2007,¹ nous avons noté des modifications dans diverses relations, que voici :

- Des variations régionales;
- Des différences selon l'âge, ou l'âge et le sexe;
- Des relations émergentes en fonction du niveau de scolarité, des revenus familiaux et de l'état civil.

Référence

- 1 Institut canadien de la recherche sur la condition physique et le mode de vie, << Bulletin 08: Les interventions gouvernementales en faveur du sport >>, *Sondage indicateur de l'activité physique et sportive de 2006-2007*, http://www.cflri.ca/media/node/366/files/CFLRISportMonitor_Bulletin8_French.pdf

INSTITUT CANADIEN DE LA RECHERCHE SUR LA CONDITION PHYSIQUE ET LE MODE DE VIE

201-185, rue Somerset Ouest • Ottawa (Ontario) K2P 0J2 • (613) 233-5528 • info@cflri.ca
<http://www.cflri.ca/>



La production de ce bulletin a été rendue possible grâce à une contribution financière provenant de l'Agence de santé publique du Canada et le Conseil interprovincial du sport et des loisirs. Les vues exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues des organismes mentionnés ci-dessus.